

Hausse des impôts, justice fiscale, épargne...
LES FRANÇAIS FACE AUX PROJETS GOUVERNEMENTAUX DE HAUSSE DES IMPÔTS
Etude publiée à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances 2025

*A l'approche des discussions sur le projet de loi de finances 2025, l'**Ifop** publie une grande enquête sur la perception des Français concernant les projets gouvernementaux de hausse des impôts. Cette étude met en lumière un fort soutien à la taxation des plus riches et des entreprises, y compris parmi les sympathisants de la majorité présidentielle, ainsi qu'un scepticisme marqué quant aux promesses gouvernementales d'épargner les classes moyennes et populaires. Réalisée pour le leader de la gestion d'épargne en ligne **Yomoni** auprès de 1 000 Français, cette enquête révèle également une adhésion variable aux différentes pistes de réformes fiscales envisagées, avec un refus net de voir augmenter la taxation de certains produits d'épargne populaires.*

LES CHIFFRES CLES DE L'ENQUETE

« FAITES PAYER LES RICHES ! » : LES FRANÇAIS, Y COMPRIS LES PLUS AISÉS, SOUTIENNENT MASSIVEMENT LA TAXATION DES MENAGES LES PLUS RICHES ET DES ENTREPRISES

1 - 74% des Français sont favorables à une hausse d'impôts sur les ménages les plus aisés, dont 80% des sympathisants de la majorité présidentielle.

2 - 81% des Français soutiennent une augmentation des impôts sur les grosses entreprises, y compris 84% des sympathisants de la majorité présidentielle.

3 - 64% des Français considèrent que les hauts revenus sont fiscalement avantagés, un chiffre qui atteint 56% même chez les sympathisants de la majorité présidentielle.

« GOUVERNEMENT BARNIER, LA GRANDE PEUR D'UN TOUR DE VIS FISCAL » : LES FRANÇAIS DOUTENT DES PROMESSES GOUVERNEMENTALES D'EPARGNER LES CLASSES MOYENNES ET CRAIGNENT MASSIVEMENT UNE HAUSSE DE LEURS IMPÔTS

4 - 74% des Français ne croient pas que les classes moyennes et populaires seront épargnées par les hausses d'impôts, dont 79% des catégories populaires (ouvriers, employés).

5 - 77% des Français ne pensent pas que les personnes en activité professionnelle seront épargnées, en particulier les actifs (78%).

6 - 82% des Français craignent que leurs impôts augmentent l'an prochain, une inquiétude partagée par une large majorité (70%) des personnes aux revenus le plus modestes (moins de 1000 €/mois).

« TOUCHE PAS A MON PEA ! » : LES FRANÇAIS SOUTIENNENT GLOBALEMENT LES PISTES DE HAUSSE D'IMPÔTS MAIS REFUSENT QU'ON TOUCHE À LEUR ÉPARGNE

7 - 79% des Français approuvent la taxation des superprofits des entreprises, dont 82% des sympathisants de la majorité présidentielle.

8 - 77% soutiennent une surtaxe sur l'impôt sur le revenu pour les 50 000 plus gros contribuables, y compris 82% des sympathisants de la majorité présidentielle.

9 - 66% des Français s'opposent à une taxation supplémentaire des plans d'épargne type PEA ou PER, et 63% à celle des contrats d'assurance-vie.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUETE

A - LES FRANÇAIS SOUTIENNENT MASSIVEMENT LA TAXATION DES PLUS RICHES ET DES ENTREPRISES, Y COMPRIS LES ÉLECTEURS MACRON ET LES REVENUS LES PLUS AISÉS

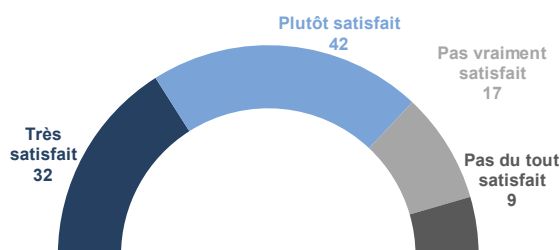
1 - L'adhésion au principe d'augmentation des impôts pour les ménages les plus aisés et les grandes entreprises est forte et transcende les clivages politiques. 74% des Français sont favorables à une hausse d'impôts sur les ménages les plus aisés, et 81% sur les grosses entreprises. Ce soutien est particulièrement marqué chez les sympathisants de la majorité présidentielle, avec respectivement 80% et 84% d'adhésion. Même parmi les catégories aisées, le soutien reste élevé : 85% des catégories aisées sont favorables à une hausse d'impôts sur les ménages les plus aisés et 93% sur les grosses entreprises.

L'ADHÉSION AU PRINCIPE D'AUGMENTATION DES IMPÔTS POUR LES MÉNAGES LES PLUS AISÉS ET LES GRANDES ENTREPRISES

Q : De manière générale, êtes -vous favorable ou opposé à l'intention du gouvernement Barrière d'appliquer prochainement... ?



... des hausses d'impôts sur les ménages les plus aisés

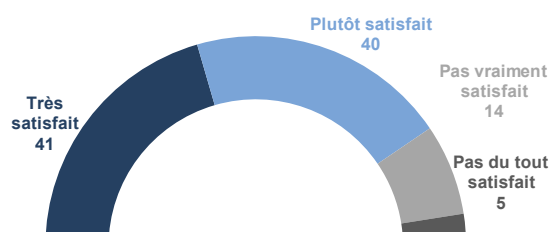


74%

des Français sont favorables à une augmentation des impôts pour les ménages les plus aisés



... des hausses d'impôts sur les grosses entreprises



81%

des Français sont favorables à une augmentation des impôts pour les grosses entreprises

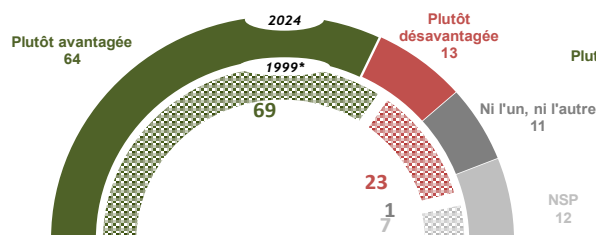
2 – Il est vrai que la perception d'un avantage fiscal pour les hauts revenus reste prégnante. 64% des Français estiment que les hauts revenus sont fiscalement avantagés, contre 69% en 1999. Ce sentiment est partagé par 56% des sympathisants de la majorité présidentielle et, de manière notable, par 70% des catégories aisées elles-mêmes. Concernant les entreprises, 40% les considèrent comme avantagées fiscalement, un chiffre en hausse par rapport à 1999 (34%).

LA PERCEPTION DE LA CONTRIBUTION FISCALE DES PLUS RICHES ET DES ENTREPRISES

Q : Selon vous, au regard de son niveau d'impôts et de taxes en France, chacune des catégories suivantes est-elle... ?



Les hauts revenus

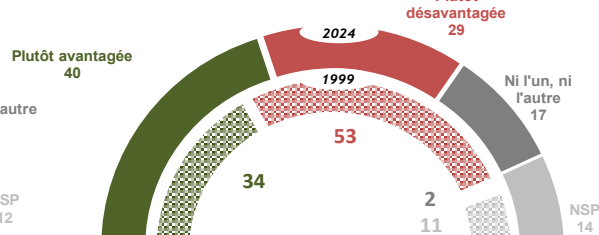


64%

des Français estiment que les hauts revenus sont avantagés au regard de leur niveau d'impôts en France



Les entreprises



40%

des Français estiment que les entreprises sont avantagées au regard de leur niveau d'impôts en France

3 - Les mesures fiscales visant les plus aisés et les grandes entreprises recueillent un large soutien. La taxation des superprofits des entreprises est approuvée par 79% des Français, dont

82% des sympathisants de la majorité présidentielle. De même, 77% soutiennent une surtaxe sur l'impôt sur le revenu pour les plus gros contribuables, y compris 82% des sympathisants de la majorité présidentielle. Ces taux d'adhésion restent élevés même chez les catégories aisées (83% et 93% respectivement).

L'ADHÉSION AUX PISTES DE HAUSSE D'IMPÔTS ENVISAGÉES DANS LE DÉBAT PUBLIC

Q : Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à chacune des pistes de réformes fiscales indiquées ci-dessous ?



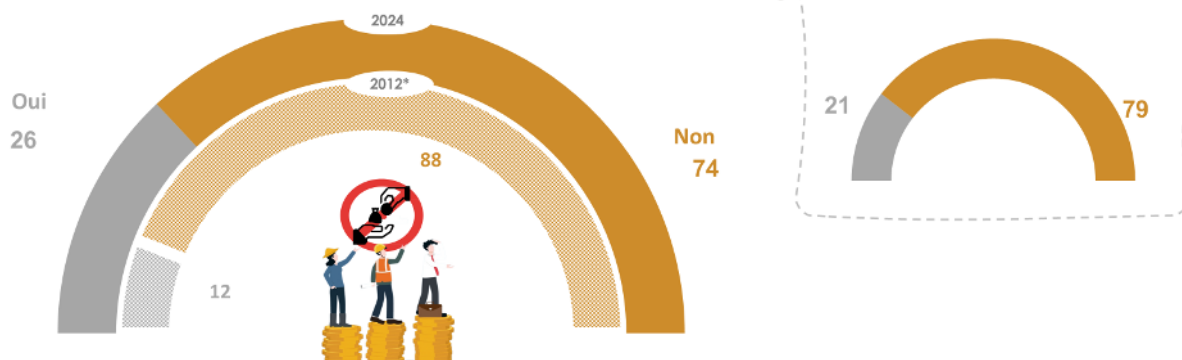
B - LES FRANÇAIS DOUTENT TRÈS SÉRIEUSEMENT DE LA PROMESSE DU GOUVERNEMENT DE NE PAS TAXER LES CATÉGORIES MOYENNES ET POPULAIRES ET CRAIGNENT MASSIVEMENT D'ÊTRE TOUCHÉS PAR LES HAUSSES D'IMPÔTS

4 - La crédibilité du gouvernement en matière de protection fiscale des classes moyennes et populaires reste faible. 74% des Français ne croient pas que ces catégories seront épargnées par les hausses d'impôts, contre 88% en 2012. Ce scepticisme, bien que moins marqué, reste présent chez les sympathisants de la majorité présidentielle (56%). Il est particulièrement fort dans les catégories populaires (79%) et chez les électeurs de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle 2022 (81%).

LA CRÉDIBILITÉ DU GOUVERNEMENT DE NE PAS METTRE À CONTRIBUTION LES CLASSES MOYENNES ET POPULAIRES

Le Gouvernement a indiqué que les classes moyennes et populaires ne seraient pas mises à contribution pour redresser les comptes du pays.

Q : Pensez-vous que les classes moyennes et populaires seront épargnées par les hausses d'impôts et des prélèvements qui seront annoncées ?



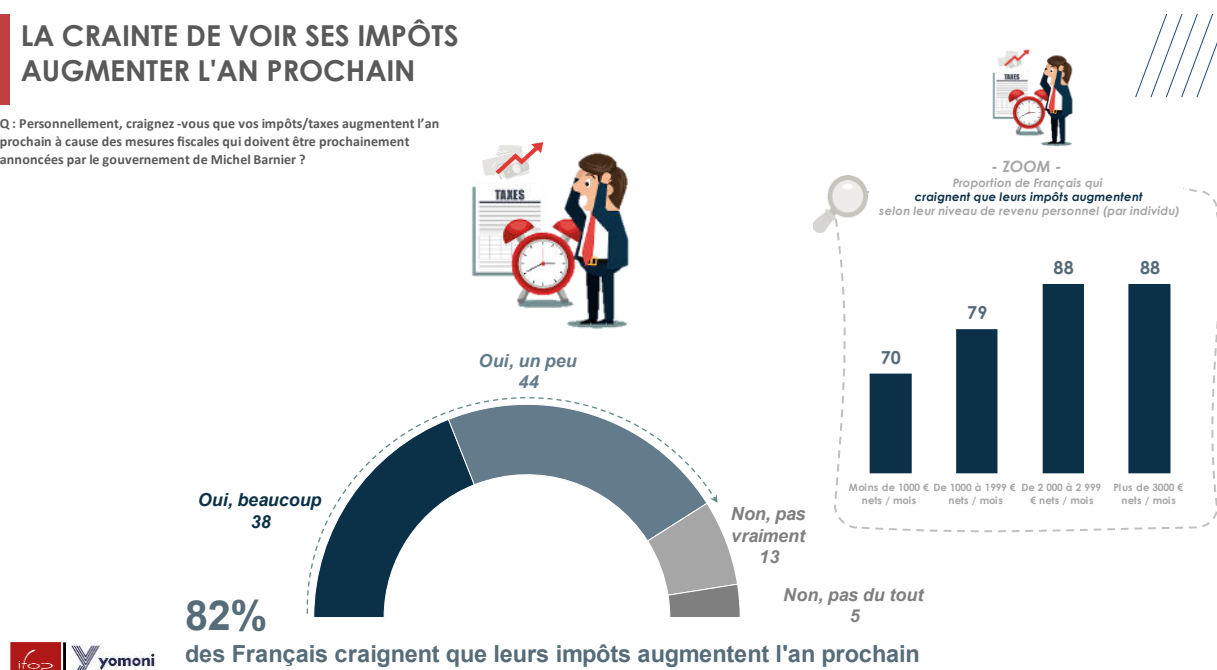
74% des Français ne croient pas que les classes moyennes et populaires seront épargnées par les hausses d'impôts

5 - **Le doute est tout aussi prononcé concernant la protection des « travailleurs ».** 77% des Français ne pensent pas que les personnes en activité professionnelle seront épargnées par les hausses d'impôts, y compris 60% des sympathisants de la majorité présidentielle. Ce manque de confiance atteint 79% chez les actifs eux-mêmes et 63% chez les électeurs d'Emmanuel Macron en 2022.

6 - **La crainte d'une hausse des impôts personnels est largement répandue, y compris au sein de l'électorat macroniste.** 82% des Français craignent que leurs impôts augmentent l'an prochain, dont 38% qui le craignent "beaucoup". Cette inquiétude est particulièrement forte chez les actifs (84%), les catégories populaires (85%) et surtout dans les rangs des personnes situées dans les ménages aux plus hauts revenus (95%).

LA CRAINTE DE VOIR SES IMPÔTS AUGMENTER L'AN PROCHAIN

Q : Personnellement, craignez-vous que vos impôts/taxes augmentent l'an prochain à cause des mesures fiscales qui doivent être prochainement annoncées par le gouvernement de Michel Barnier ?



C - LES PISTES DE HAUSSE D'IMPÔTS ÉVOQUÉES PAR LE GOUVERNEMENT SONT GLOBALEMENT SOUTENUES MAIS LES FRANÇAIS REFUSENT QU'ON TOUCHE À LEUR BAS DE LAINE, EN PARTICULIER LES PRODUITS D'ÉPARGNE

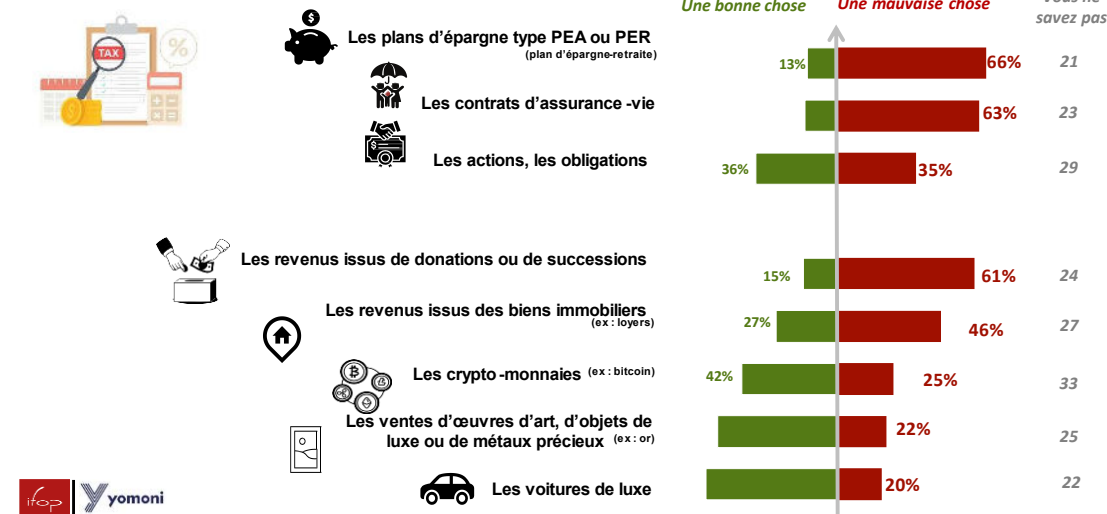
7 - **Les mesures fiscales visant les hauts revenus et les grandes entreprises recueillent un large soutien.** Outre la taxation des superprofits et la surtaxe sur les plus gros contribuables, 71% des Français approuvent l'augmentation de l'impôt sur le revenu des contribuables les plus riches via un gel du barème des tranches d'imposition les plus élevées. Ce soutien atteint 74% chez les sympathisants de la majorité présidentielle.

8 - **Cependant, les Français sont plus divisés sur d'autres mesures fiscales.** L'augmentation de la flat tax sur les revenus du capital ne recueillerait que 40% d'adhésion, et la réduction des allègements de cotisations sociales 48%. Ces chiffres sont légèrement plus élevés chez les sympathisants de la majorité présidentielle (48% et 51% respectivement).

9 - **Les Français s'opposent massivement à une taxation accrue de l'épargne populaire.** 66% sont défavorables à une taxation supplémentaire des plans d'épargne type PEA ou PER, et 63% à celle des contrats d'assurance-vie. Cette opposition est partagée par les sympathisants de la majorité présidentielle (63% et 69% respectivement). Elle est particulièrement forte chez les détenteurs de ces produits : plus de sept détenteurs de produits d'épargne sur dix (ex : PEA, assurance-vie, actions...) s'y opposent.

L'ADHÉSION À L'AUGMENTATION DE LA TAXATION DE CERTAINS PRODUITS FINANCIERS OU DE LUXE

Q : Et plus précisément, une taxation supplémentaire des biens, produits ou revenus suivants serait-elle pour vous une bonne ou une mauvaise chose ?



© IFOP 2023 | 21

Le point de vue de François Kraus de l'Ifop : Cette enquête sur la taxation des plus riches met en lumière le fossé existant sur le sujet entre les positions hostiles de certains leaders de la majorité présidentielle (ex : Gabriel Attal, Gérald Darmanin) et leurs électeurs beaucoup plus favorables à une hausse ciblée de la pression fiscale. Mais cette étude révèle aussi un paradoxe dans l'opinion publique, y compris au sein de l'électorat macroniste. D'un côté, on observe un large soutien à l'augmentation de la fiscalité pour les plus riches et les grandes entreprises. Et de l'autre, on constate une forte inquiétude quant à une possible hausse des impôts personnels et un rejet marqué de toute augmentation de la taxation de l'épargne populaire. Cette tension entre la volonté de faire contribuer davantage les plus aisés et le refus de voir sa propre situation fiscale se dégrader place le gouvernement face à un défi de taille : comment réformer la fiscalité tout en rassurant les classes moyennes et en préservant l'épargne des Français ? La réponse à cette équation sera cruciale pour l'acceptabilité sociale des futures réformes fiscales.

Le point de vue d'Olivier Malteste, directeur des études de Yomoni : Ces résultats confirment l'attachement des Français aux produits d'épargne comme l'assurance vie et le PER. Si nos solutions sont peu exposées au contexte économique français, nous constatons tout de même dans nos échanges avec nos clients une demande d'explication sur les aménagements fiscaux en cours de discussion. Il est certain que si le Gouvernement durcissait la fiscalité de l'épargne, nous constaterions un retrait de nos clients, qui serait particulièrement préjudiciable. Dans un contexte où le Gouvernement cherche à réduire les dépenses et travaille à un report de la revalorisation des retraites, une baisse de l'épargne entraînerait inévitablement une baisse des revenus futurs censés protéger le niveau de vie des futurs retraités.

POUR CITER CETTE ETUDE, IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude Ifop pour Yomoni réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 1er au 2 octobre 2024 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. »

CONTACT PRESSE :

François Kraus – Directeur du pôle Directeur de pôle Opinion, pôle « Actualités et politique » - IFOP – 0661003776 - francois.kraus@ifop.com

Tom Demaison – Directeur de la communication – YOMONI - tom.demaison@yomoni.fr